



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

1^{er} septembre 2015

Les actualités du jour tournent autour de la mise en place de la nouvelle Commission électorale indépendante (CEI). C'est au tour des partis politiques d'être consultés, ils ont ainsi émis différentes suggestions dont la mise à l'écart de la société civile dans la nouvelle structure. Un point important qui attise la discorde entre les deux entités. A l'Université d'Ankatso, les étudiants ont de nouveau manifesté en vue de réclamer la reprise des cours. Une manifestation qui s'est soldée par l'arrestation musclée de Jean Pierre, étudiant en première année du département Malagasy. Certains journaux ont mis dans leur Une la photo montrant la manière dans laquelle les forces de l'ordre s'en sont prises à l'étudiant. La situation reste tendue, néanmoins, la Conférence des présidents et recteurs d'institutions de l'enseignement supérieur ou COPRIES a envoyé un communiqué officiel sur la reprise des enseignements à partir du 1^{er} septembre 2015.

PROCESSUS ELECTORAL

NOUVELLE COMMISSION ELECTORALE : LES PARTIS POLITIQUES CONSULTES

Les partis politiques participent à la consultation organisée par le ministère de l'intérieur et de la décentralisation hier, afin de recueillir les propositions sur le projet de loi sur l'entité électorale qui remplacera la Commission électorale nationale indépendante pour la Transition (CENI-T). Cent-quarante personnes ont été présentes, représentant cent-quarante des cent-soixante partis légalement constitués. Un point soulevé lors de la restitution des travaux de groupe serait la représentation des partis politiques au sein de l'entité. Et de soutenir que « les élections sont un processus éminemment politique, alors laissez leur organisation aux politiciens ». En marge de cette consultation, les différentes propositions seront considérées mais, il appartient à la Chambre basse de statuer sur la validation de la proposition de loi sur la Commission électorale indépendante (CEI). (L'Express de Madagascar p.3, Midi Madagasikara p.2) Les Nouvelles sollicite l'avis de plusieurs acteurs politiques et met l'accent sur la difficulté sur la mise en place de la nouvelle structure. Les uns suggèrent l'implication des politiciens dans le processus tandis que les autres avancent la restitution de l'organisation des élections au ministère de tutelle. Une difficile entente politique titre le quotidien. (Les Nouvelles p.3 ; Ma-Laza p.3) En p.3 de L'Observateur, les politiques craignent des simulacres de consultations en se référant aux suggestions et propositions évoquées lors des travaux de groupe à l'hôtel Colbert.

- *Pierrot Rajaonarivelo, président national du parti MDM remarque l'importance de l'intégrité des membres de la nouvelle CEI. De ce fait, il avance qu'il faudrait définir les contours de l'indépendance et de l'autonomie de la CEI. (Midi Madagasikara p.2)*
- *Quant au président national du parti TEZA Jean Louis Rakotoambo, il estime que le moment est propice pour un débat de fond pour instaurer un véritable socle démocratique dans le pays. (Ma-Laza p.3)*
- *Harinaivo Rasamoelina, président du parti DHD, confie que les élections sont exclusivement une affaire des politiques. Donc, « seuls les politiques devraient avoir voix au chapitre en ce qui concerne le remplacement de la CENI-T ». Il évoque ainsi la nécessité de réviser le code*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



électoral. (**La Vérité p.2**) Un avis confirmé par **La Gazette de la Grande île**. Selon ce dernier, les politiques veulent écarter la société civile. (**p.5**)

- La plateforme **ARMADA** (Alliance Républicaine de Madagascar) n'a pas participé à la consultation. Le **MMM** (Malagasy Miara-Miainga), membre de l'**ARMADA** a affirmé en ce sens que les partis politiques n'ont pas leur mot à dire dans cette structure. (**Madagascar Matin p.2**)
- Les avis des diverses formations politiques divergent. Les **Vaovao Benjamin** du parti **AREMA**, **Rivo Rakotovo** du parti **HVM** et **Charles Randriamahefa** du parti **ADHEM FIZAF**A ont chacun leur point de vue sur les attributions de la nouvelle **CEI**. Autonomie financière, renforcement des capacités de l'équipe, nouvelle structure indépendante pour la promotion de la démocratie et du développement social, tels ont été les principaux points évoqués par les politiciens. (**Tia Tanindrazana, p.2**)
- Quant au député de Madagascar, élu à **Manakara**, **Benja Urbain Andriantsizehena**, il insiste sur le fait que ni l'opposition ni le pro-régime ne doit siéger à la **CENI** car c'est une institution à vocation indépendante. (**L'Observateur p.2**)

PAUL RAZANAKOLONA : DEPOT D'UN MEMOIRE DE DEFENSE

Paul Razanakolona, candidat du « **Transport Kool** », élu provisoirement à **Antsirabe I**, a déposé son mémoire de défense auprès du tribunal administratif suite à la requête déposée par le candidat **TIM**, son adversaire direct. Le motif, **Paul Razanakolona** a déjà fait l'objet d'une poursuite judiciaire concernant l'émission d'un chèque sans provision en 2008. Lors d'une conférence de presse tenue au restaurant « **Mon Goûter** », il a donné sa version des faits en dénonçant son adversaire de mauvais perdant. (**Midi Madagasikara p.3 ; Les Nouvelles p.2 ; La Vérité p.3 ; Madagascar Matin p.2**)

VERS UNE CONFRONTATION DE LA LISTE ELECTORALE

Lalatiana **Rakotondrazafy** lance un appel à ceux qui n'ont pas pu accomplir leur devoir le 31 juillet dernier et ceux qui sont en âge de voter mais non-inscrits dans la liste électorale à inscrire leur nom sur une liste établie au siège de la radio **FREE FM**. Cette démarche a pour but de confronter la liste avec celle de la **CENI-T** le jour du scrutin. Ceci afin de prouver les lacunes durant les élections. (**Madagascar Matin p.2**)

POLITIQUE INTERNE

LA SESSION EXTRAORDINAIRE S'INSCRIT EN POINTILLES

La session extraordinaire à l'Assemblée nationale tarde. Bien que le **Chef de l'Etat**, le gouvernement, les députés et l'opinion s'accordent sur la convocation de cette session, le contexte politique actuel ne le permet pas. Le président de la **Chambre basse** est en déplacement aux **Etats-Unis** dans le cadre de la 4^{ème} conférence mondiale des présidents de parlement. C'est pourquoi, la session extraordinaire devra attendre son retour. Rencontre avec le **Chef de l'Etat** pour finaliser les termes du pacte de non-agression, projet de loi des **Finances rectificative**, chaîne spéciale concernant les trafics de bois de rose et autres ressources naturelles seront au menu de cette prochaine session extraordinaire. (**L'Express de Madagascar p.5**) **Midi Madagasikara** donne plus de précision sur la rencontre entre **Rajaonarimampianina** et les députés. Devant avoir lieu en présence du président de l'Assemblée nationale, la rencontre aura lieu dans la semaine du 7 septembre. (**p.3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT : TIM ET MAPAR ECARTES...

Le Tiako I Madagasikara (TIM), le MAPAR et le VPM-MMM ne seront pas dans le prochain gouvernement remanié. Et pour cause, ces partis politiques n'adhèrent pas au programme présidentiel. Il apparaît que les parlementaires issus de ces formations politiques optent plus sur l'adoption d'un mémorandum de stabilité sans toutefois, adhérer à la majorité présidentielle. Cependant, ce remaniement ne se fera qu'après la proclamation des résultats officiels et l'adoption de la Loi des Finances Rectificative 2015 (LFR). (Ma-Laza p.3)

La désignation d'un directeur général (DG) par intérim est à l'ordre du jour de la réunion des membres du conseil d'administration du Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM) hier. Le postulant au poste ne serait autre que Henri Rabary-Njaka, ex-directeur de cabinet de la présidence et celui, accusé d'avoir été à l'origine de la mauvaise gestion de la compagnie aérienne nationale, estime **La Gazette de la Grande île**. Une nomination qui constitue une entorse grave aux réformes de l'administration publique s'indigne le journal. Il est en effet inopportun de désigner un intérimaire à quelques jours de la nomination du titulaire. Beaucoup craignent des magouilles en haut lieu visant à cacher les informations relatives aux faux et vrais permis miniers. C'est l'un des constats révélés dans le projet Taratra du conseil épiscopal catholique, conclut le journal. (p.3)

ECONOMIE ET SOCIETE

LIBERALISATION DE LA FILIERE OR

La libéralisation de l'exportation de l'or n'est pas encore effective, elle attend le décret d'application. L'Etat quant à lui, veut régulariser cette filière, grâce à l'Agence Nationale de la filière Or (ANOR). Des mesures d'accompagnement ont en effet été prises dans le cadre de cette régularisation : déclaration du stock d'or des opérateurs, formalisation et recouvrement fiscal sur les stocks déclarés et enfin, la mise en place de contrôle et une campagne de communication. (L'Express de Madagascar p.4)

OPEN SKY POUR LA LIBERALISATION DES TRANSPORTS AERIENS

Air Madagascar se prépare pour l'ouverture du ciel malgache. L'Open Sky a été déclaré par Hery Rajaonarimampianina lors de l'inauguration des nouvelles infrastructures liées à l'extension et la modernisation de l'aéroport de Sainte-Marie, Ravoraha, vendredi. Cette initiative entre dans le cadre de la relance et du développement du tourisme par l'intermédiaire de la densification des transports aériens. Une libéralisation ainsi qu'une redynamisation des secteurs sont à envisager notamment, le tourisme, le transport aérien et les infrastructures. (L'Express de Madagascar p.7)

- Sauver la saison 2015 en matière de tourisme relève de l'utopie ! s'exclame **La Gazette de la Grande île**. La déclaration du ministre du tourisme laisse les professionnels perplexes. Avec la situation d'Air Madagascar, le nombre de touristes va en baissant (moins de 100 000 enregistrés jusqu'en août), la situation n'est guère reluisante. Et les professionnels de suggérer des préparatifs plus rigoureux pour les saisons à venir. (p.8)

ANKATSO : FACE-A-FACE MUSCLE ETUDIANTS-FORCES DE L'ORDRE

Les étudiants de l'Université d'Antananarivo et de Vontovorona se sont donné la main pour manifester en faveur de la reprise des cours. Un affrontement a éclaté entre eux et les forces de l'ordre, ce qui a conduit à l'arrestation d'un étudiant. Cet étudiant a été arrêté pour la deuxième fois en deux semaines de manifestation. Roué de coups et ensuite embarqué dans un des véhicules de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'EMMO-REG, il est suspecté d'être un fauteur de troubles. Les journaux décrivent l'atmosphère tendue aux alentours de l'Université d'Ankatso dans la journée d'hier. (L'Express de Madagascar p.8 ; Midi Madagasikara p.4 ; La Vérité p.2 ; Madagascar Matin p.3 ; Tia Tanindrazana p.3) A quand le véritable retour au calme ? s'interroge La Gazette de la Grande île en p.6.

- *Le Pr Edmond Randrianarivony fait état des crises universitaires actuelles. Il propose ainsi de mettre en place un nouveau système de gestion rigoureuse en suivant les normes des pays développés. Il reproche également aux différents responsables étatiques de n'avoir traité que les affaires en cours, au lieu de trouver une solution pérenne aux problèmes. (Midi Madagasikara p.4)*
- *D'après Ma-Laza, la manifestation des étudiants a eu des impacts négatifs sur les activités des commerçants environnants et surtout pour celles des transporteurs. (p.4)*

LE SECES REVENDIQUE UNE DEUXIEME LETTRE D'ENGAGEMENT

Le conseil national du Syndicat des Enseignants-chercheurs de l'Enseignement Supérieur (SECES) a lancé un nouvel ultimatum à leurs ministères de tutelle. Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le ministère des finances et du budget doivent signer une 2^{ème} lettre d'engagement avant le 14 septembre prochain. De cette lettre découlera l'intégration des décrets 2009/1214 et 2009/1215 dans la loi des Finances initiale 2016. Ma-Laza, (p.7)

- *Parallèlement à cette revendication, la COPRIES ou Conférence des présidents et recteurs d'institutions de l'enseignement supérieur a décidé la reprise des cours dans les six universités, institutions et Ecoles supérieures. A l'issue de la réunion qui s'est tenue à Foulpointe les 28 et 29, un communiqué stipule la reprise des cours ce 1^{er} septembre pour la finalisation de l'année universitaire. (L'Express de Madagascar p.8 ; Ma-Laza p.7)*
- *Face à cette grève qui s'enlise, Madagascar Matin a écrit dans un article que le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Monique Rasoazanana, doit démissionner dans la mesure où elle s'est montrée incompétente à résoudre les problèmes des enseignants. Elle devrait, selon le journal, figurer dans la liste des ministres à remplacer en cas de remaniement. (p.3)*

GREVE DE LA JIRAMA : FERMETURE DE TOUTES LES AGENCES CE JOUR

La grève de l'intersyndical de la JIRAMA s'intensifie. Hier, au siège de la société à Ambohitovo, les membres de l'intersyndical ont décidé de fermer toutes les agences de la JIRAMA, dans tout Madagascar, si possible. Dans le même esprit, les grévistes appellent les usagers à se mobiliser contre le phénomène de délestage. Ils prônent ainsi un traitement équitable de tous les usagers sans exception. Concernant les arriérés de l'administration, les manifestants d'indiquer que la subvention n'est pas directement allouée à la société mais aux fournisseurs privés d'énergie. Suite à la rencontre avec le secrétaire général de la Présidence, l'intersyndical attend l'expiration des 10 jours pour permettre à l'administration de régler leurs factures. Par ailleurs, dans un communiqué officiel, la direction générale de la JIRAMA a indiqué que seul l'intersyndical est en grève et non pas tous les employés de la JIRAMA. Le SAT, le SEMM et le SEKRIMA ne font pas partie du mouvement. La direction générale annonce ainsi la poursuite des activités de la JIRAMA. (Midi Madagasikara p.9 ; Ma-Laza p.5) Madagascar Matin affiche un certain optimisme quant à l'issue de la grève de la JIRAMA. Il annonce en effet que « la grève est en passe de se désamorcer et indique qu'une entente serait en voie d'être conclue. (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



LES DAHALO SEVISSENT DE PLUS BELLE

Dans le district de Morondava de la région Menabe, l'insécurité est omniprésente. Vols de zébus, attaques à main armée, les actes de violence ont connu une recrudescence. La terreur se ressent au sein des propriétaires de bétails. Et les villageois déplorent l'inertie des forces de l'ordre. (Ma-Laza, p.6)

- Réactions de James Ratsima du parti Fihavanantsika et non moins président de l'association Front Patriotique Malagasy face au climat d'insécurité dont les vols de zébus et l'incident survenu à Ankazoabo Sud. Il martèle que l'armée a besoin de réforme et de soutien de l'Etat. Afin d'éradiquer le phénomène « dahalo », il soutient le maintien de la cohésion et l'assainissement du milieu politique. Et de conclure qu'il faut mettre un terme aux agissements des bandits en col blanc qui tirent profit des vols des bovidés. (Ma-Laza p.2)
- **La Vérité** commente la réaction des autorités face au phénomène « dahalo ». Le quotidien s'interroge d'ailleurs pourquoi seulement maintenant les dahalo sont érigés et traités en ennemis de la Nation ? A-t-il fallu la mort de ces huit militaires pour que les hauts commandements prennent conscience des agissements des ces « dahalo ». (p.3) **L'Observateur** rejoint les commentaires des autres quotidiens en développant le problème de l'insécurité. La difficile lutte contre le phénomène dahalo en est une bonne illustration. (p.2) Dans la page 3, les forces armées veulent venger leurs morts contre ces ennemis de la Nation.
- Bilan mi-figue, mi-raisin communique **Takoritsika** concernant l'opération de sécurisation « Fahalemana 2015 ». Visant 18 zones d'intervention dans 11 régions, des éléments des forces armées ratissent et patrouillent pour la sécurisation rurale. Le bilan actuel fait état de 2 500 bovidés retrouvés et de 28 fusils saisis, une trentaine de « dahalo » blessés et 28 autres tués. (p.3)

FORMAT DE COUVERTURE

Articles d'opinion, d'analyse et de réflexion, photos avec légendes en une page entière et Une des journaux, évoquent l'arrestation musclée d'un étudiant à l'Université d'Ankatso, hier. Les quotidiens dénoncent et condamnent presque à l'unanimité les méthodes musclées des forces de l'ordre : « violence gratuite, brutalités, roué de coups, tabassé, etc. » autant de qualificatifs repris en long et en large par la presse écrite ce jour.

- A la Une de **Madagascar Matin**, Brutalités des forces de l'ordre : Plus aucune limite ! En prime, le journal illustre en photos la chronologie de l'événement mettant en exergue cette « brutalité des forces de l'ordre à Ankatso hier ». Le journal consacre ainsi deux pages entières à l'évènement. (p.4) ; Il en est de même pour **Tia Tanindrazana**, dans sa Une, photo en illustration, « Echaufforée à Ankatso Jean Pierre battu et arrêté. »
- **La Gazette de la Grande île** va jusqu'à s'interroger sur le véritable retour au calme à Ankatso et évoque les troubles d'hier en axant ses commentaires sur la violence perpétrée à l'endroit d'un étudiant. « De quel droit les forces de l'ordre se permettent-elles de tabasser les étudiants, sans raison évidente pour passer directement à de tels actes dénotant l'irrespect des droits de l'homme et de la dignité humaine ? s'insurge le quotidien.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **La Vérité** décrit la violence des forces de l'ordre sur l'étudiant. « Plusieurs membres des forces de l'ordre continuaient à le rouer de coups ». (p.2)
- Dans l'Editorial de **L'Express de Madagascar**, le rédacteur porte son analyse sur le comportement des forces de l'ordre qui appliquent à la lettre l'ordre donné par le Premier ministre, leur indiquant de traquer tous ceux qui se dressent sur leur chemin de maintien de l'ordre. Le quotidien interpelle l'opinion sur l'arrestation musclée d'un étudiant manifestant à l'Université d'Ankatso. Il évoque que même si l'étudiant est un récidiviste, « ce n'est pas une raison de l'écraser sous les coups de brodequins dans les côtes, de le brûler avec un taser, de le traîner par terre avant de l'embarquer à bord d'un pick-up comme un porc. » Le journal critique vivement la réaction des forces de l'ordre en disant que les gestes sont absolument disproportionnés. Ils traduisent mal le souhait d'apaisement exprimé par la Présidence. (p.5)

Les deux courriers des lecteurs de **L'Express de Madagascar**, font le point sur la destruction du patrimoine national malgache. Deux titres évocateurs qui décrivent les réactions des citoyens face à cette situation. S'intitulant respectivement « La meilleure connaissance et le respect du patrimoine participent à leur préservation ? » ainsi que « Voilà que notre patrimoine a été incendié (trad. Libre : Iny indray fa kila forehitra ny harembackoka !). Le premier article fait état de l'égaré culturel et introduit la connaissance au cœur des enjeux de reconnaissance de ce qui est à « nous », ce qui caractérise notre « unité ». Le second article déplore la destruction de nos patrimoines au profit des religions et s'interroge sur les religions ancestrales, la place occupée par les valeurs, le fondement de notre peuple. (p.6)

Communiqué officiel présentant la décision de la CoPRIES (Conférence des Présidents ou Recteurs d'Institutions d'Enseignement Supérieur) portant sur la reprise des enseignements à partir du 1^{er} septembre 2015 dans les établissements concernés. Il est signé par les présidents des universités des six provinces. (Midi Madagasikara p.13, La Gazette de la Grande île, p.5, L'Express de Madagascar p.11)

Bande dessinée intitulé Invité du Mardi dans **Tia Tanindrazana**. Le Chef du gouvernement alias « Big Jean » rapporte son voyage à l'étranger ainsi que la crise qui touche les forces armées suite à l'épisode tragique ayant conduit à la mort 8 militaires. Le ton monte d'un cran quand le journaliste l'interroge sur les multiples « corruptions » relevées dans sa société. (p.4) – En p.5, l'arrestation de l'étudiant par les forces de l'ordre à l'Université d'Antananarivo ainsi que la consultation des partis politiques pour la mise en place de la CEI sont relatés en image.

CARICATURE

Rebelote...argue **L'Express de Madagascar** dans la caricature de ce jour. Rebelote car le Président de la République renouvelle sa question au Général, aux forces armées s'il se porte toujours volontaire pour aller affronter en duel le chef des brigands...d'Ankazoabo Sud ? Entre hésitation et stupeur, le dessin s'articule autour de l'issue de l'opération « Fahalemana 2015 ». (p.6)

Les Nouvelles partage sa vision de la situation politique actuelle sur le mémorandum. Le Premier ministre risque une mort par pendaison à cause de la tournure que prend les négociations autour du pacte de responsabilité/ mémorandum de stabilité. Le Chef de l'Etat est le seul à pouvoir garantir la finalisation de ce pacte. Et quitte à ne pas se faire prendre à son propre jeu, il préfère sacrifier le chef du gouvernement. (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu
Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

